l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHR Besançon

Besançon, le 05/07/2021

Macron et le Medef sur le sentier de la guerre
Pas touche à nos retraites ! Partage du travail entre tous sans perte de salaire !

La crise sanitaire n'est pas terminée, le variant delta menace, de nombreux travailleurs ne prendront pas de congés, d'autres recherchent péniblement un emploi après avoir été jetés au chômage pendant cette période. La République en Marche s'est pris une nouvelle gifle électorale, mais le gouvernement tient à faire passer un message : il va falloir travailler plus ! Notamment en reculant l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Se crever au travail deux ans de plus alors que la jeunesse pointe au chômage ? Pas question !

En déplacement dans le Lot début juin, Macron avait tenté d'opposer les retraités gagnant moins de 1 000 euros à ceux qui gagnent plus… Sous-entendu, à ceux-là de faire des sacrifices ! Et de répéter comme un perroquet dans la suite de ses prédécesseurs : « la France est un des pays où l'on travaille le moins ».

Lui et ses ministres ont ouvert les vannes des centaines de milliards d'aides au patronat et en particulier aux grands groupes capitalistes : les fortunes de 42 milliardaires français sont passées de 249 à 420 milliards en un an. Les journaux économiques observent avec béatitude les records boursiers du CAC 40. Si Macron et consorts osent demander des sacrifices aux travailleurs, ce n'est pas pour régler une quelconque urgence économique mais parce qu'ils sont les porte-voix de l'offensive accélérée que mènent les groupes capitalistes, les Renault, Sanofi, Auchan ou Air France.

Ces profits ne tombent pas du ciel

Combien de plans de licenciements, de recrutements gelés obligeant ceux qui ont un emploi à trimer pour deux ? Combien de jours de repos volés ou imposés par des employeurs qui profitent de la situation pour dicter leur loi ? Combien de contrats précaires, à mi-temps au lieu d'embauches en CDI ? Même le télétravail a été une occasion de mettre la pression sur des salariés qui ne comptent plus leurs heures, isolés chez eux.

Dans les services publics, c'est la même pression accrue : à la SNCF, à La Poste, dans les hôpitaux ou chez les territoriaux, on ne compte plus les postes vacants, sur lesquels pourraient être embauchés les jeunes en galère, ou les jours de repos et primes supprimés. Le gouvernement veut faire payer aux travailleurs et aux classes populaires le coût exorbitant des aides déversées au patronat pendant cette crise en saccageant les services publics, l'assurance chômage et nos retraites.

Déconfiner notre colère et nous organiser

Comment nous imposer de travailler jusqu'à 64 ans ou de cotiser plus longtemps ? Le président du Medef et ses ministres hésitent : avant ou après les présidentielles ? Car ils craignent les réactions du monde du travail, comme lors des grèves de 2019 qui ont enterré la retraite à points, la précédente tentative de nous faire les poches.

Ils ont bien raison de nous craindre : au mois de juin, les salariés des hypermarchés Auchan, confrontés à plus de 3 000 suppressions d'emplois et à l'annonce d'une augmentation ridicule se sont mis en grève. Les travailleurs des aéroports de Paris (ADP) organisent des grèves et manifestations depuis un mois contre une baisse de 20 % de leurs revenus et contre les suppressions d'emplois. Dans bien des secteurs, automobile, fonderies, SNCF, territoriaux, des travailleurs répondent aux attaques. L'étape à franchir sera de se coordonner face à la rapacité patronale et à ses aides de camp du gouvernement.

Macron prépare sa rentrée en recevant ce 6 juillet les dirigeants des centrales syndicales. Ce n'est pas dans les salons que nous imposerons de prendre sur les profits pour l'augmentation des salaires, les embauches massives nécessaires pour partager le travail entre tous et en finir avec le chômage. C'est dans les grèves et dans la rue et le plus tôt sera le mieux. Comme le dit Bruno Lemaire au sujet du vol programmé de nos retraites : « Ne jamais remettre à demain ce qu'on peut faire aujourd'hui ».

Quand la direction désorganise le travail

Voilà maintenant une année qu'une importante réorganisation a lieu dans les blocs opératoires. La polyvalence et la mobilité imposées aux agents ont eu des effets néfastes sur les équipes. Les plannings sont régulièrement validés au dernier moment, les problèmes de manque d'effectif sont réguliers. Cette réorganisation n'a fait que détériorer un peu plus la situation. Et pourtant, la direction fait semblant de découvrir le problème, mais c'est bien connu qu'il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Bonne nouvelle mais peut encore faire un effort

La DRH a fait paraître des appels à candidatures pour les écoles d'AS, d'IDE, d'IBODE, d'IADE et de puéricultrices. Ce qui est regrettable c'est que, compte tenu des besoins, le nombre de candidats retenus sera en complet décalage avec les besoins.

Pour faire face aux demandes de départ des agents, pour renforcer les équipes qui n'en peuvent plus, aucun véritable plan national de recrutement n'a été mis en place ! Actuellement rien n'est fait, et ce ne sont pas les accords du Ségur qui vont régler ce problème.

Un 13ème mois pour tous

La prime est supprimée, et aujourd'hui personne ne sait sur quels critères elle sera distribuée. Le gouvernement voudrait qu'elle le soit « au mérite ». Cela tombe bien, nous la méritons tous.

Quand Martinez mouche Mélenchon et Roussel

Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, vient de déclarer que la CGT soutenait la régularisation des sans-papiers et qu'il déplorait que des partis et des politiciens de gauche, du PS mais aussi Roussel (PCF) et Mélenchon (LFI) se laissent contaminer par le vent de xénophobie qui souffle en ce moment. On se souvient en effet que Roussel avait déclaré que les migrants à qui le droit d'asile est refusé n'ont pas vocation à rester en France. En clair qu'ils devaient être expulsés. De son côté, Mélenchon s'en était pris aux travailleurs détachés « qui volent le pain des locaux ». Une démagogie qui vise à concurrencer l'extrême droite sur son terrain et ne fait que la renforcer.

Certes, Martinez a attendu le lendemain des élections pour critiquer Mélenchon et Roussel. Néanmoins, on ne peut que se réjouir de ces déclarations qui renforcent les positions des internationalistes au sein de la CGT.

Nos vies, pas leurs profits

Le 22 juin, la fonderie MBF de St-Claude a été placée en liquidation judiciaire. Deux jours après, une enquête pour « abus de biens sociaux » a été ouverte en raison de « mouvements de fonds suspects de la société MBF vers d'autres entités économiques ». Le président de CMV, actionnaire de MBF et liquidateur de cinq autres entreprises, dont GM&S à la Souterraine, accuse, lui, l'État et Renault d'être responsables de la fermeture de l'entreprise.

En attendant, les 270 salariés qui vont recevoir leurs lettres de licenciements ne se résignent pas. Quatre d'entre eux venus au Touquet pour « remercier » Macron « d'avoir tué MBF » ont été placés en garde à vue ce dimanche. Face aux patrons et aux politiques qui pensent jouer au Monopoly avec nos emplois, il faut interdire les licenciements.

Sans domicile et sans vaccin

Une campagne de vaccination à destination des SDF a été engagée par diverses organisations caritatives, dont la Croix rouge et Médecins sans frontière. En France, aujourd'hui, 350 000 personnes vivant dans la rue ont été recensées, dont moins d'un millier ont été vaccinées. Comme toujours, les plus démunis sont toujours les derniers dont on se préoccupe. Mais les autorités ont peut-être fini par comprendre que laisser une partie de la population sans protection contre l'épidémie met en danger les autres catégories.

La nouvelle marque de Mélenchon

Désormais, Mélenchon se revendique de l'Union populaire. N'ayant pas réussi à prendre la tête d'une union de la gauche, ni le PC, ni le PS, ni EELV ne voulant de lui comme candidat à la Présidentielle, il essaie de ratisser un peu plus large en changeant de sigle, et en tentant de ne plus apparaître seulement comme le leader de LFI. L'astuce est certes grossière, mais elle est classique. De même, dès qu'ils parviennent à l'Élysée, les politiciens se disent « président de tous les Français », une façon de souligner qu'ils ne font pas de distinction entre patrons et salariés, riches et pauvres, qu'ils ne dépendent d'aucun parti. Mélenchon, lui, n'a pas attendu d'avoir gagné pour prendre le pli.

Pour nous écrire : Les amis de Convergences - BP 128 - 75921 Paris Cedex 19
e-mail : etincelle25@free.fr